

Vague de suicides dans les finances publiques

Depuis le 1^{er} janvier, douze agents de cette administration se sont donné la mort, et huit ont tenté de le faire

ENQUÊTE

Le choc remonte au 10 janvier. Ce vendredi matin-là, une très violente surprise attend les premiers agents qui arrivent au centre des finances publiques de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ils découvrent un de leurs collègues, un jeune inspecteur, pendu dans le hall d'accueil. Après avoir quitté les locaux la veille, il est revenu et s'est donné la mort sur le lieu même où il travaillait. Il n'avait pas 30 ans. Les fonctionnaires sont d'autant plus marqués que ses deux parents sont, eux aussi, agents des finances publiques.

C'est le début d'une impressionnante série noire. Depuis le 1^{er} janvier, douze personnes dépendant de la direction générale des finances publiques (DGFiP) se sont suicidées à travers la France, et huit autres ont tenté de le faire, selon le comptage réalisé par cette administration du ministère de l'économie et des finances. Vingt tragédies en six mois. « Ce sont des drames qui traumatisent tout notre collectif, et des chiffres préoccupants, admet la directrice, Amélie Verdier. Je ne veux en rien les minimiser. »

En 2012, la DGFiP avait déjà connu une année très sombre, avec 19 suicides. Mais, depuis, leur nombre était retombé entre 6 et 12 par an, avec 11 cas répertoriés en 2023 et 9 en 2024. Des niveaux désormais dépassés en un semestre seulement. Si cette vague se prolongeait sur l'année, elle correspondrait à un taux de suicide deux fois plus élevé que celui constaté dans l'ensemble de la population française.

« Raisons en général multiples »
Que se passe-t-il ? Pourquoi une telle aggravation ? Les autres directions du ministère n'ont pas connu d'évolution similaire, même si, le 7 mai, une femme chargée de l'entretien du linge s'est tuée en sautant spectaculairement d'un toit du bâtiment principal de Bercy. Au sein de la DGFiP, « la liste des victimes compte des hommes et des femmes, de tous âges, à Paris comme en banlieue ou ailleurs, relève Olivier Brunelle, secrétaire général Force ouvrière des finances publiques. Il est difficile d'en tirer des conclusions. Mais l'accélération du rythme oblige à se poser des questions, évidemment ».

Face à l'inquiétude du personnel, Amélie Verdier a prévu de faire le point avec les syndicats et d'annoncer plusieurs mesures lors de deux réunions. L'une, fixée de longue date, se déroule lundi 7 juillet. L'autre, consacrée spécialement aux suicides, est programmée mercredi 9 juillet. Ces deux rendez-vous devraient permettre, pour la direction et les élus, d'y voir plus clair sur les chiffres exacts, et surtout de se pencher ensemble sur la ques-

tion centrale pour eux : ces suicides sont-ils liés au travail, au moins en partie ?

Dans bien des cas, le lien paraît ténu. Comme pour Pierre Cousein, cet informaticien lillois de 48 ans, atteint d'une maladie de

Parkinson précoce, qui a demandé l'aide active à mourir en Belgique et a donné plusieurs interviews sur le sujet avant de recevoir, en avril, ce qu'il appelait « le soin ultime ». Pour d'autres, des motifs personnels semblent également déterminants : divorce, troubles psychiatriques, difficultés avec des enfants... Le dernier suicide en date concerne une femme de 63 ans qui s'est jetée d'un pont dans la Loire, à la mi-juin, alors qu'elle était en arrêt maladie pour affection de longue durée depuis quatre ans. Sur les 20 suicides ou tentatives répertoriés depuis le début de l'année, seuls deux ou trois se sont déroulés sur le lieu de travail, comme à Saint-Denis. Et, en treize ans, « l'imputabilité au service (organisation et fonctionne-

ment) n'a été établie qu'à trois reprises, la dernière remontant à 2018 », précise Amélie Verdier.

« Une machine à broyer »
« Les raisons d'un suicide sont en général multiples, mais la direction a tendance à écarter a priori les facteurs professionnels, s'agace Sandra Demarq, la secrétaire générale du syndicat Solidaires-Finances publiques. Elle n'ouvre d'enquête que si les faits se sont produits sur le lieu de travail. Nous voudrions qu'il y en ait à chaque fois. Nous avons vraiment besoin de savoir si des motifs professionnels sont en jeu. » Une requête à laquelle la directrice a décidé de répondre positivement : « Désormais, nous allons systématiquement proposer qu'il y ait une enquête. »

Pour les syndicats, il est essentiel de comprendre ce qu'il se joue en ce moment. Au-delà des circonstances diverses, cette montée des suicides constitue-t-elle le symptôme d'une crise, d'un mal-être grandissant du personnel, d'un management problématique ? « Nous ne sommes pas dans la même situation que France Télécom à la fin des années 2000, quand la direction revendiquait de faire partir les salariés "d'une façon ou d'une autre. Par la fenêtre ou par la porte", observe M^{me} Demarq. Mais les réorganisations, le chamboule-tout permanent dans notre administration ont parfois des conséquences gravissimes sur nos collègues fragiles. »

Depuis la fusion des anciennes direction générale des impôts et direction générale de la

« Nous allons généraliser les formations aux premiers secours en santé mentale »

AMÉLIE VERDIER
directrice générale
des finances publiques

comptabilité publique, en 2008, la DGFiP a été soumise à rude épreuve. Quelque 32 000 postes y ont été supprimés au total, ramenant l'effectif à 93 800 agents, fin 2024, dont 43 60 contractuels. « C'est l'administration dont les effectifs ont le plus baissé de toute la fonction publique », résume Olivier Villosio, de la CGT-Finances publiques.

Les missions à réaliser, elles, n'ont pas disparu. « Les agents doivent atteindre des objectifs toujours plus élevés avec toujours moins de moyens, affirme Olivier Brunelle. On a tendu, tendu l'élastique. Peut-être se trouve-t-on au moment où il claque. Jusqu'à quand va-t-on affaiblir l'administration qui finance toutes les autres ? » En 2025, les suppressions d'emplois demandées au ministère s'élèvent encore à 575 équivalents temps plein. « Nos collègues ont le sentiment que si l'Etat doit faire des économies, ils seront toujours les premiers touchés », assure Olivier Villosio. « La DGFiP est devenue une machine à broyer », affirme un tract de la CGT.

Le dernier sondage interne, réalisé en février, et auquel ont répondu 52 891 personnes, confirme une forme de doute, de malaise, de la part des agents. Pour 60 % d'entre eux, la DGFiP n'évolue pas dans le bon sens – un pourcentage deux fois plus élevé que dans la fonction publique d'Etat en général (30 %). Seuls 54 % des agents se déclarent satisfaits de leur charge de travail, contre 72 % ailleurs dans l'Etat. Un fonctionnaire des finances publiques sur trois juge son niveau de stress très élevé. « Les résultats sont en progrès, mais moins bons que dans le reste de la fonction publique », reconnaît Amélie Verdier.

Cette situation peut-elle expliquer le nombre élevé de suicides ? Pour l'heure, la direction de Bercy entend mettre en œuvre un « plan de prévention ». « A partir de septembre, nous allons généraliser les formations aux premiers secours en santé mentale déjà testées dans la région Centre-Val de Loire », annonce la directrice. D'autres mesures devraient aider à identifier les fonctionnaires en situation de fragilité. Les syndicats redoutent que cela ne suffise pas. ■

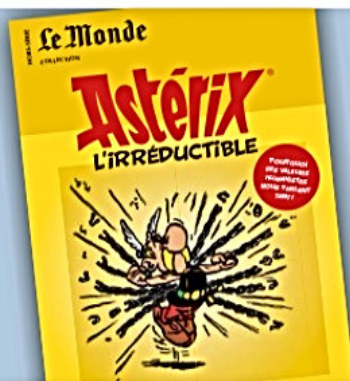
DENIS COSNARD



« C'est l'administration dont les effectifs ont le plus baissé de toute la fonction publique »

OLIVIER VILLOISIO
membre de la
CGT-Finances publiques

UN HORS-SÉRIE
Le Monde



ASTÉRIX

UNE ODE AUX VALEURS HUMANISTES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique)

116 PAGES - 11,99 €